

DE QUELLE MANIÈRE POURRAIENT ÊTRE DÉPASSÉS LES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS DE BLOCAGE QUI FONT OBSTACLE À LA DÉFINITION D'UN ACCORD SUR LA SORTIE DU ROYAUME-UNI?

Nous sommes face à une situation inédite, nous proposons donc des solutions inédites. Des nombreux pans de l'accord de sortie ont déjà été réglés en majeure partie, y compris sur la question des droits des ressortissants et sur la facture de la sortie. Nombreux étaient ceux qui pensaient que ces questions seraient impossibles à résoudre, et pourtant nous l'avons fait. Sur la question de l'Irlande du Nord, nous sommes d'accord sur les grands principes: tout faire pour maintenir les accords du Vendredi Saint, maintenir la liberté de circulation sur l'île d'Irlande, et éviter la mise en place d'une nouvelle frontière entre les deux Irlande. L'objectif du Royaume-Uni n'est pas de démanteler le marché unique, dont il faut respecter l'intégrité. Néanmoins, l'accord ne doit pas porter atteinte à l'intégrité territoriale de notre pays. Il est important que les négociateurs de chaque côté de la table prennent compte des intérêts fondamentaux de l'autre.

QUEL AVENIR ENVISAGEZ-VOUS POUR LES RELATIONS ENTRE LE ROYAUME-UNI ET L'UNION EUROPÉENNE?

Nous avons fait le choix stratégique d'essayer de maintenir le pays aussi proche de ses partenaires européens que possible, aux niveaux commercial, économique, mais aussi aux niveaux sécuritaire et stratégique. Après la sortie, nous resterons un pays européen engagé dans les affaires du continent, face aux défis communs de cyber-sécurité, de terrorisme, des migrations, etc. Une situation de no deal ne peut être exclue, mais ce serait une situation pénible pour tout le monde qu'il faut éviter à tout prix. Cela aurait des conséquences pratiques, un impact négatif sur nos relations et nos opinions publiques. Pire encore, cela risquerait de renforcer la vague populiste qui traverse l'Europe. Les inquiétudes des Européens sont compréhensibles: un accord avec le Royaume-Uni trop attractif, offrant l'accès aux atouts du marché unique sans les obligations, constituerait une tentation pour d'autres États membres. Le Brexit est une étape historique qui marque l'ouverture d'une nouvelle période de proche coopération dans un cadre nouveau. C'est à nous d'écrire ce nouveau chapitre.

ENTRETIEN AVEC LAURENT COHENTANUGI

Avocat international, essayiste



COMMENT GÉNÉRALISÉE LA MONTÉE POPULISTES DANS LE MONDE DES MOUVEMENTS OCCIDENTAL?

Observons tout d'abord que la vague populiste ne se limite pas au monde occidental, comme en témoigne tout récemment la victoire d'un Bolsonaro au Brésil. Mais il est particulièrement inquiétant qu'elle ait submergé deux des trois grandes nations qui ont inventé la démocratie au fil des siècles: l'Angleterre avec la victoire du Brexit et les États-Unis avec l'élection de Donald Trump à la Maison Blanche. En France, la victoire d'Emmanuel Macron a permis d'éviter le pire, en surfant d'ailleurs en partie sur la vague populiste, mais la situation reste fragile. Les raisons de cette montée du ou des populismes sont multiples, avec tout d'abord la difficulté des partis de gouvernement depuis une vingtaine d'années à appréhender les défis redoutables posés par les mutations de tous ordres—géopolitiques, économiques, technologiques, démographiques—qui caractérisent notre époque, ou même à les expliquer aux populations occidentales. Cette incapacité a nourri une crise de la représentation politique déjà ancienne, et engendré une crise de confiance envers les élites et envers toute forme d'autorité, qui est extrêmement préoccupante, car cette confiance est essentielle à la démocratie. Les détresses et les peurs nées de ces mutations et de ces crises ont naturellement été récupérées par des leaders politiques démagogues, toujours prêts à proposer des solutions simplistes, voire mensongères, à des problèmes complexes. À cela s'ajoute enfin une dimension géopolitique nouvelle, dans la mesure où le modèle de gouvernance politique est devenu un enjeu majeur dans la rivalité entre l'Occident et les puissances émergentes (Russie, Chine, Turquie, etc.).

LA DÉMOCRATIE PEUT-ELLE DEVENIR ILLIBÉRALE SANS CESSER D'ÊTRE UNE DÉMOCRATIE ?

L'expression « démocratie illibérale » a été popularisée par Viktor Orbán pour tenter de conserver le label démocratique au virage anti-libéral et autoritaire actuellement à l'œuvre en Hongrie et en Pologne. Mais l'expression ne doit pas nous abuser, car les deux termes sont antinomiques. La démocratie libérale a été théorisée au XVIII^e siècle par Montesquieu, les Pères fondateurs de la démocratie américaine, et d'autres après eux. Elle repose sur un principe de limitation du pouvoir par le pouvoir, mais aussi par le droit: importance des contre-pouvoirs institutionnels (Parlement, justice indépendante, presse libre, etc.), des corps intermédiaires au sein de la société civile, de la délibération et du compromis toutes choses sans lesquelles il n'est pas de démocratie digne de ce nom. Le populisme anti-libéral, c'est au contraire l'absence de limite au pouvoir de la majorité de faire table rase de tout, y compris des libertés publiques et des droits individuels, des droits des minorités et autres conquêtes démocratiques majeures du XX^e siècle en Europe. Sous les apparences de la démocratie (apologie de la volonté populaire, suffrage universel, référendums, etc.), c'en est au contraire le travestissement, ou la pathologie.

COMMENT LA DÉMOCRATIE LIBÉRALE PEUT-ELLE RÉSISTER FACE À CES MENACES POPULISTES ET ILLIBÉRALES ?

Les défis lancés à la démocratie sont multiples, et il y a donc plusieurs terrains de résistance et de contre-offensive - d'où le pluriel du titre de mon livre. Le premier est de s'attaquer aux problèmes de fond qui nourrissent le populisme— inégalités, crise migratoire, impuissance publique, corruption, etc.: c'est essentiel. Mais il faut également faire pièce aux ingérences étrangères à visée géopolitique, sur le terrain de la diplomatie et de la cybersécurité; réguler les réseaux sociaux et leur instrumentalisation à des fins de propagande ou de disruption; et enfin défendre la démocratie sur le terrain des idées. Cela passe par une restauration de la confiance des citoyens en leurs représentants et leurs institutions, condition de toute pédagogie politique.